

<https://divergences.be/spip.php?article4540>

Revue libertaire internationale en ligne

Divergences

Nous sommes définis par les lignes que nous décidons de traverser ou d'accepter comme frontières

La paix, un terrain de lutte politique

- Archives - Archives Générales 2006 - 2024 - Soudan - Soudan - SUDFA -



Date de mise en ligne : vendredi 20 mars 2026

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Le cas soudanais est une illustration tragique mais éclairante de la manière dont la paix, censée être un instrument de justice et de réparation, est de plus en plus utilisée comme un moyen d'y échapper, de consolider la domination et de perpétuer des rapports de pouvoir violents.

Alors que la guerre et les déplacements de population au Soudan se sont intensifiés depuis le 15 avril 2023, toutes les tentatives de négociation d'un cessez-le-feu et d'une trêve humanitaire ont échoué. Ces négociations sont dominées par des acteurs extérieurs à€” comme l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et les États-Unis à€” et sont entourées de secret, excluant le peuple soudanais, qui est le premier concerné.

[https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L321xH400/carte_soudan-ab1d6.png]

Les médiateurs des parties belligérantes agissent comme intermédiaires pour obtenir de l'or, de la gomme arabique et des bases navales en mer Rouge en échange d'armes et de silence. De son côté, la "communauté internationale" n'a pris aucune décision sérieuse pour mettre à de la guerre ou imposer un embargo sur les armes, et les timides mesures adoptées n'exercent aucune pression réelle pour protéger la population soudanaise.

Actuellement, le pays est territorialement divisé et les FSR ont créé un gouvernement parallèle, nommé "Ta'asis", basé à Nyala, qui prétend concurrencer l'Etat soudanais. Ce gouvernement illégitime n'est pas reconnu par la communauté internationale, mais il bénéficie d'un soutien diplomatique de pays étrangers.

Parallèlement, l'Alliance Sumoud (issue les Forces de la liberté et du changement qui formaient le précédent gouvernement de transition) s'implique dans les pourparlers de paix et se présente aux yeux de la communauté internationale comme les porte-paroles de la "société civile" soudanaise.

Mais elle est composée d'élites technocrates qui ont perdu toute légitimité aux yeux de la population soudanaise suite à l'alliance qu'elles ont formé avec les FSR. Pour beaucoup de Soudanais-es, cette alliance, appréciée des pouvoirs occidentaux, représente le visage "respectable" des FSR et constitue une menace pour l'émancipation du peuple soudanais. Penser la paix au Soudan aujourd'hui exige une vigilance particulière. La paix, censée être un instrument de résolution des conflits, de justice et de traitement des causes profondes de la guerre, peut aussi devenir un outil de domination.

[https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/aa-20230430-31006668-31006654-clashes_continuе_despite_cеase_fire_in_sudan-scaled-e1683216539633-a6a4d.jpg]

Sous couvert de paix, certaines forces cherchent non pas à mettre fin aux violences, mais à échapper à la justice et à maintenir des rapports de pouvoir inchangés. La stratégie des FSR et de leurs alliés consiste à se présenter comme défenseurs de la paix tout en accusant l'armée nationale de refuser le dialogue, alors même que la milice déforme profondément le sens même de la paix en poursuivant des pratiques de violence et de prédation en toute impunité.

Cette stratégie est renforcée par une propagande médiatique intense pilotée par les Émirats Arabes Unis sur les réseaux sociaux, dont l'objectif est de redorer l'image de la milice. Aucune paix durable n'est possible avec une milice accusée de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, de viols, de génocides et de multiples atrocités. Après plus de trois ans de guerre, une question centrale se pose aujourd'hui : quel prix les Soudanais-es doivent-ils et elles payer pour mettre fin à ce conflit, et de quelle paix parle-t-on ? Avec qui, et au bénéfice de qui ?

Dans ce contexte, la question de la paix devient un terrain de lutte politique et les slogans comme "Non à la guerre" sont parfois lourds d'ambiguïté. Une paix véritable ne peut être dissociée des trois piliers de la révolution soudanaise : la liberté, la justice et la dignité. Les comités de résistance ont développé une "vision révolutionnaire" pour poser les

La paix, un terrain de lutte politique

conditions d'une sortie de guerre, notamment le démantèlement des milices et la poursuite en justice des auteurs de violations et crimes de guerre.

La charte abordait également la nécessité de refonder une armée unique, et le démantèlement du système économique néocolonial. Cette exigence est aujourd'hui partagée par une large partie de la société soudanaise. Le seul espoir réside dans la capacité des Soudanais-es eux-mêmes à construire une solution partant de la base pour mettre fin à la guerre.

C'est d'ailleurs ce qui est en train de se produire – certes lentement – au regard de la mobilisation de la société civile, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.